



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

réglementation

Question écrite n° 121796

Texte de la question

M. André Vallini attire l'attention de M. le ministre de la santé et des solidarités sur les vives inquiétudes manifestées par les associations de veufs et veuves suite à la parution du décret n° 2007-199 du 14 février 2007. Ce texte portant sur la carte d'assurance maladie modifie également l'article R. 161-5 du code de la sécurité sociale en réduisant de quatre ans à un an la durée pendant laquelle les ayants droit d'un assuré social décédé continuent à bénéficier des prestations de l'assurance maladie et maternité. Les veufs et veuves se trouvent ainsi pénalisés et cette mesure frappe directement les veuves ayant moins de trois enfants et ne travaillant pas, ainsi que leurs enfants, qui voient se réduire leur droit à l'accès aux soins médicaux. Il lui demande donc quelles raisons justifient cette décision réglementaire injuste et qui n'a pas fait l'objet de consultation préalable selon les représentants des conjoints survivants. Il lui demande aussi si le Gouvernement entend revenir sur cette mesure au vu de la réaction qu'elle suscite.

Texte de la réponse

L'attention du ministre de la santé et des solidarités a été appelée sur la disposition de l'article 9 du décret n° 2007-199 du 14 février 2007, relatif à la Carte vitale sur les droits aux prestations d'assurance maladie et maternité. Contrairement aux craintes qui ont été relayées, ce décret ne réduit en rien les droits des conjoints survivants. En effet, les personnes titulaires d'une pension ou rente de vieillesse de la part d'un régime obligatoire et qui n'exercent aucune activité salariée ont droit et ouvrent droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité sans limitation de durée. Elles ne sont donc pas concernées par le dispositif du maintien de droits. En cas de décès du titulaire de la pension ou de la rente, le conjoint ayant droit, titulaire d'une pension de réversion, continue à bénéficier de ces avantages. Les conjoints dans cette situation ne sont donc pas non plus concernés par le dispositif du maintien de droits. De même, les conjoints parents de trois enfants ne sont pas concernés par ce décret, bénéficiant d'une couverture automatique. L'objet de l'article 9 du décret du 14 février 2007 est d'améliorer le dispositif de lutte contre la fraude et les abus, afin que les personnes qui ne résident plus en France et ont cessé leur activité professionnelle ne bénéficient plus indûment d'une prise en charge de leurs soins lors de leurs séjours temporaires sans versement de cotisations. Pour ce faire, l'article 9 du décret ramène de quatre à un an la durée pendant laquelle les personnes qui cessent de relever d'un régime professionnel continuent à bénéficier des prestations en nature de ce régime. La durée pour la prestation en espèce demeure quant à elle inchangée.

Données clés

Auteur : [M. André Vallini](#)

Circonscription : Isère (9^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 121796

Rubrique : Assurance maladie maternité : généralités

Ministère interrogé : santé et solidarités (II)

Ministère attributaire : santé et solidarités (II)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 avril 2007, page 3505

Réponse publiée le : 15 mai 2007, page 4645